



2023 : « Confiance », mais dans les luttes pour l'augmentation des salaires et contre la réforme des retraites

« **Confiance et unité** » a clamé Macron à la télé, en nous souhaitant... la bonne année ! 2022 a été l'année de la flambée des prix (déjà avant la guerre en Ukraine) ; et, il y a à peine une semaine, nouvelle réforme de l'assurance chômage pour baisser la durée d'indemnisation de 40 % si le taux de chômage officiel ne dépasse pas 6 %. Pendant que Darmanin prépare sa loi contre les travailleurs immigrés.

Chômeurs, immigrés, retraites : c'est le monde du travail tout entier qui est dans le viseur.

Un spectre hante les vœux du président

Pourtant, contrairement à 2019, le président a préféré reculer au 10 janvier les annonces de sa Première ministre, Élisabeth Borne. C'est que la grève de 2019-2020 contre la réforme des retraites est encore dans toutes les têtes. Face à la colère, ministres et patrons préfèrent procéder par étapes, en commençant par allonger l'âge minimal de départ à 64 ou 65 ans...

Pour sauver les caisses de retraite ? La bonne blague ! Elles étaient excédentaires en 2021 et le sont encore plus en 2022. Déficitaires, elles ne le seraient que plus tard, peut-être de 17 milliards, mais sur un budget de 330 milliards, soit à peu près 5 %...

Il y aurait bien une solution simple : augmenter les salaires ne serait-ce que de 5 % ! Cela augmenterait d'autant les cotisations. Alors, avec les 400 euros qui nous seraient nécessaires dès aujourd'hui, plus de problème de « déficit », et pour longtemps ! Et on ferait en plus d'une pierre deux coups !

Souder à la grève pour les salaires la lutte contre la réforme des retraites

Les grèves pour de véritables augmentations de salaire se sont multipliées cette année 2022 : raffineries, industries chimique, pharmaceutique, automobile et chez des dizaines de leurs sous-traitants, dans les transports en commun, etc. Jusqu'à Noël où, à la SNCF, la « trêve des confiseurs » a surtout rimé avec « grève des contrôleurs ». Pas seulement pour des primes qui ne comblent pas le retard des salaires sur les prix et ne comptent pas pour la retraite.

« Confiance et unité » entre nous contre la réforme des retraites

« *Au moment des fêtes, la grève d'une partie de la SNCF a inquiété au plus haut sommet de l'État. Car ce ne sont pas les syndicats, mais des collectifs [...] moins prévisibles qui ont provoqué les annulations des trains. Une méthode qui a rappelé à certains le souvenir des "Gilets jaunes" », expliquait le journal Le Monde.*

C'est vrai, cette grève a été à l'initiative des contrôleurs eux-mêmes qui se sont dotés d'un collectif national en toute indépendance des directions syndicales. Et, là, les « concessions » tentées par la direction de la SNCF étaient peut-être suffisantes pour certains syndicats, mais pas pour les contrôleurs ! Ils l'ont appris : la lutte dépend des travailleurs eux-mêmes, syndiqués ou non.

Eh bien, les craintes du gouvernement et du patronat nous montrent ce qui pourrait les faire reculer. Commençons par discuter entre nous de ce dont nous avons besoin. Augmentations de salaire, mais aussi embauches parce que ce n'est plus possible. Et indexation des salaires sur les prix pour qu'ils ne reprennent pas d'une main ce qu'ils seraient obligés de donner de l'autre.

Et puis nous organiser. Directement entre nous, en entraînant les militants syndicaux qui n'ont pas froid aux yeux. Et il y en a. En nous coordonnant entre entreprises en lutte, directement sous notre propre contrôle pour ne pas dépendre des savants calculs de certains syndicats.

Ayons confiance dans notre force, et dans l'unité que les luttes peuvent forger entre tous les secteurs publics ou privé. Contre Macron et le patronat qu'il sert, construisons le mouvement d'ensemble qui les fera tous reculer, en prenant appui sur toutes les initiatives de mobilisation de notre camp social dès le mois de janvier. Les voilà, nos vœux pour 2023.

Nos bons vœux de lutte !

Toute l'équipe du bulletin *L'Étincelle* souhaite une excellente année à nos lecteurs et lectrices, postiers et postières, factrices et facteurs.

Une année rouge ! Pas la couleur du père Noël, ni celle du fameux timbre, mais celle des grèves victorieuses pour les conditions de travail, les salaires et les retraites.

Grève à Villeurbanne : ce n'est qu'un début...

La grève de la semaine dernière a été bien suivie à Premier-Mars. C'est déjà un soulagement physique et psychologique dans une période aussi chargée, et une satisfaction d'avoir haussé la voix face au silence de la direction.

Mais surtout, ce n'est qu'un début : il va falloir s'appuyer sur cette première mobilisation, discuter entre nous et préparer la suite pour obtenir l'amélioration de nos conditions de travail.

Les (mauvaises) résolutions de La Poste

Depuis le 1^{er} janvier, fini le timbre rouge. La Poste délie de ses obligations de service public pour faire des économies. Sur notre dos, évidemment !

Le passage quotidien des facteurs n'étant plus nécessaire, l'entreprise pourra à son aise supprimer des postes dans les services de nuit, mais aussi dans le tri, le transport et la distribution du courrier. Rien qu'en distribution, c'est quelque 20 000 postes qui sont dans le collimateur de la direction.

N'attendons pas les nouvelles organisations qu'elle nous prépare pour mettre un stop à cette politique désastreuse pour les postiers comme pour les usagers.

À nous d'organiser la "ri-Poste" !

Ça sent le sapin

Encore une bonne année en perspective pour les dirigeants de la Banque Postale. Celle-ci va toucher 303 millions d'euros d'argent public en 2023 pour sa mission « d'accessibilité bancaire », soit près de 180 euros par « client fragile ». Il n'y a pas de petits profits...

Mais cela ne l'empêche pas d'augmenter les frais bancaires au fil des années, alors qu'ils pèsent particulièrement sur les plus fragiles : « actes improductifs » et avis à tiers détenteurs infructueux facturés 50 euros, alors qu'ils étaient gratuits jusqu'en 2021, autorisation de découvert de plus de 300 euros désormais taxée 6 euros, en plus des intérêts, etc.

Et avec tout ça, les effectifs pour traiter les dossiers ne cessent de se réduire et les retards de s'accumuler !

Braquage en plein jour

Le père Noël n'est pas passé dans bien des foyers et l'année 2023 commence dès le premier jour à coûter cher. La prime d'État sur les carburants disparaît, la hausse du prix du gaz est plafonnée à 15 % à partir de janvier, l'électricité s'envolera à partir de février (on parle de doublement ou de triplement selon les fournisseurs), les loyers (+ 3,5 % selon les indications du gouvernement), sans parler des transports. La farine a pris 40 %, le steak haché surgelé 25 %. Et nos salaires ?

Pôle emploi : nombre record de radiations en novembre

Plus de 58 000 radiations de Pôle emploi en novembre 2022, un record depuis que les statistiques du chômage existent. Radier une personne c'est la priver d'allocations chômage et la rayer des demandeurs d'emploi parce qu'elle n'a pas respecté une obligation administrative. La démarche n'est donc pas anodine.

En vérité le gouvernement fait pression depuis des mois sur Pôle emploi pour multiplier les radiations sous le moindre prétexte afin de baisser artificiellement le nombre de chômeurs, qui reste pourtant au-dessus des six millions (6 134 200).

L'urgence est d'équilibrer des caisses de retraite... déjà à l'équilibre

Lors de ses vœux, Macron a bien rappelé les catastrophes qui s'abattent sur la société en général et les travailleurs en particulier : épidémie, guerre, bouleversements climatiques, inflation. Qu'aucun de ces problèmes n'ait été réglé par le gouvernement ne l'empêche pas de mettre l'accent sur la réforme des retraites. Quelle est l'urgence de nous faire travailler davantage ? Pour le régime des retraites, aucune, puisque les caisses sont excédentaires : les rentrées des actifs dépassent de 3,2 milliards les dépenses en pensions. Mais le patronat veut nous exploiter plus longtemps. Ici se trouve la priorité de Macron et de son gouvernement.

Israël : à l'extrême droite toute

Netanyahou, du Likoud (parti déjà extrêmement à droite), a formé un gouvernement avec deux partis religieux ultra-orthodoxes, et trois partis d'extrême droite. Leurs cibles : les Palestiniens d'Israël, Cisjordanie et Jérusalem Est, la communauté LGBTQ, les femmes, les laïcs et les étrangers. Leur programme, digne des mollahs ou des talibans, promet l'annexion d'un bout de la Cisjordanie, la peine de mort pour terrorisme, la perte de la nationalité pour « manque de loyauté à l'égard de l'État » et la création d'une autorité pour déterminer « qui est juif ».